Nations Unies E/CN.9/2019/NGO/4

Conseil économique et social

Distr. générale
11 janvier 2019
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement
Cinquante-deuxième session
1-5 avril 2019
Point 3 de l'ordre du jour provisoire[1]
Débat général 3 a) Mesures pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement aux niveaux mondial, régional et national

b) Examen et évaluation du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de sa contribution au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Déclaration présentée par la International Federation for Family Development, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social[2]

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[1] E/CN.9/2019/1.
[2] La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

Merci de recycler

Déclaration

La vulnérabilité des familles ayant des enfants

Le projet de recherche *Families and Societies*

Au cours des dernières années et des dernières décennies, la famille a connu des changements considérables, qui ont abouti à la diversité actuelle des formes et des relations familiales. Bien que, de nos jours, le modèle familial le plus répandu soit encore celui du couple marié avec un ou deux enfants, les enfants proviennent dorénavant de familles très variées. Il y a aussi bien des familles ayant plusieurs enfants que des enfants élevés par des couples non mariés, ou encore, du fait de l'augmentation des taux de divorce, des enfants élevés par un seul de leurs parents et des enfants dont les parents biologiques ont la garde partagée. Le nombre d'enfants qui grandissent dans les familles reconstituées a lui aussi augmenté. Ces tendances suscitent de nouvelles réflexions sur le bien-être des enfants dans différents types de familles.

L'*International Federation for Family Development* a participé au projet *Families and Societies*, le plus important projet de recherche européen sur la diversité des structures et des relations familiales ainsi que des parcours de vie. Ce projet a consisté à examiner la complexité croissante des configurations familiales et des transitions en cours dans chacune des sociétés européennes ainsi que dans l'ensemble de ces dernières, et à analyser les implications de ces changements pour les hommes, les femmes et les enfants, pour ce qui est des inégalités en matière de possibilités individuelles, des relations entre les générations et des arrangements concernant la garde d'enfants.

Parmi les objectifs généraux du projet européen *Families and Societies* a figuré celui d'améliorer la compréhension des conséquences à long terme des politiques relatives à la famille sur le bien-être des familles et des enfants et sur la satisfaction de leurs besoins respectifs.

Dans le programme de travail concerné, les chercheurs ont recouru à des méthodes quantitatives principalement pour esquisser les tendances futures possibles en matière de configurations familiales, et à des méthodes qualitatives pour évaluer les incidences sur les politiques. Dans le volet qualitatif, l'objectif principal était de « recenser les problèmes de politique sociale qui pourraient surgir à l'avenir, compte tenu de divers changements économiques et culturels ».

Cette question générale a été le point de départ des entretiens collectifs avec des groupes de discussion auxquels ont participé des décideurs et d'autres parties prenantes. En effet, notre but était de faire appel aux compétences de ces experts pour recenser les principaux domaines sur lesquels les politiques devraient porter à l'avenir. Le contenu des entretiens a été élaboré en fonction des résultats d'un atelier à l'intention des parties prenantes tenu à Tallinn en janvier 2014 dans le cadre des activités du programme de travail.

Trois thèmes qui s'étaient dégagés de cet atelier ont été examinés de manière plus détaillée dans le cadre des groupes de discussion :

1. Les formes familiales susceptibles d'être vulnérables et d'exiger une attention particulière ;

2. Les effets de divers scénarios possibles sur les familles vulnérables, c'est-à-dire les familles exposées à la pauvreté et à l'exclusion sociale ;

3. Les mesures de politique générale visant à empêcher que la vulnérabilité ne se perpétue au sein des familles défavorisées.

Les thèmes ci-dessus ont été abordés dans le cadre de cinq groupes de discussion tenus dans ces villes d'Europe : Vienne, Madrid, Stockholm, Varsovie et Bruxelles. Ces groupes étaient composés de décideurs et d'autres parties prenantes à l'échelon local ou national, ainsi que de personnalités politiques et d'acteurs sociaux à l'échelon supranational (Union européenne).

La vulnérabilité des familles ayant des enfants

S'agissant de définir les domaines d'intervention prioritaires, plusieurs facteurs pourraient être d'une importance cruciale pour le bien-être des familles ayant des enfants.

Nous avons cherché à obtenir le point de vue des praticiens sur les trois questions suivantes :

1. Quels types de familles ayant des enfants sont susceptibles d'être particulièrement vulnérables, et pourquoi ?
2. De quelles manières ces familles pourraient-elles être touchées par les différents scénarios possibles ?
3. Quelles mesures de politique générale seraient essentielles pour empêcher que la vulnérabilité se perpétue à l'avenir au sein des familles ?

Les experts ont examiné divers aspects et dimensions de la vulnérabilité (difficultés économiques, exclusion sociale, stigmatisation, manque de stabilité, etc.). Ils ont fait état de diverses raisons pour lesquelles certaines familles pourraient avoir besoin de plus d'attention et de soutien. Bien que certains répondants aient fait valoir qu'aucune configuration familiale n'entraîne nécessairement la vulnérabilité, tous se sont entendus pour dire que certains types de famille sont effectivement plus « à risque ».

Ce sont les familles monoparentales et les familles nombreuses (avec un grand nombre d'enfants) qui ont été jugées les plus vulnérables. Ces familles peuvent en effet être plus à risque parce que la conciliation du travail et de la famille leur est particulièrement difficile. Or la capacité de concilier vie de famille et emploi rémunéré a été considérée comme un élément déterminant du bien-être familial. En particulier, l'équilibre entre le travail rémunéré et la vie familiale a été considéré comme étroitement lié à la notion de vulnérabilité, qui comporte des dimensions à la fois économiques, sociales et émotives. L'incapacité de concilier ces deux sphères d'activité est susceptible d'entraîner de graves problèmes économiques. Les parents peuvent devenir prisonniers d'emplois précaires ou se sentir contraints de limiter leurs heures de travail, ce qui réduit sensiblement le revenu familial. Dans les situations extrêmes, ils peuvent même devoir abandonner complètement le marché du travail et ne plus être en mesure de subvenir aux besoins financiers de leur famille. Les parents qui quittent le marché du travail peuvent avoir moins de contacts sociaux, ce qui compromet leur inclusion sociale. Ou alors, confrontés à des difficultés considérables concernant la conciliation du travail et de la famille, les parents peuvent choisir de sacrifier une partie du temps consacré à la famille au profit de la sécurité économique, mais ce choix peut avoir des effets négatifs sur les relations avec leurs enfants et sur le bien-être psychologique de ces derniers. La difficulté à concilier vie professionnelle et vie familiale est également liée au manque de temps et à des niveaux de stress élevés. En fait, le lien entre le travail rémunéré et la vie familiale a été au cœur de l'ensemble des discussions avec les experts.

Au cours de la seconde partie de la discussion, les répondants se sont penchés sur différents types de grands changements et sur de nombreux facteurs qui pouvaient être déterminants pour le bien-être des familles vulnérables. Dans l'ensemble, ces

facteurs étaient liés à l'équilibre vie professionnelle-vie privée : évolution des services institutionnels de garde d'enfants ; redéfinition des rôles liés au genre (aussi bien la participation accrue des femmes au marché du travail que le rôle élargi des hommes dans les soins donnés aux enfants) ; rôle de la « culture du milieu de travail » et des attitudes des employeurs vis-à-vis des responsabilités familiales de leurs employés. En outre, d'autres facteurs qui peuvent être déterminants pour la vulnérabilité des familles ont été cités, tels que la conjoncture économique (crise ou croissance), l'évolution sociale et culturelle des relations entre les générations, et l'affaiblissement possible des liens sociaux du fait de l'assouplissement des normes sociales.

Fait à signaler : les avis des experts au sujet des conséquences possibles de diverses scénarios n'étaient pas univoques. D'une part, la croissance économique était considérée comme nécessaire pour maintenir des taux de chômage relativement faibles et garantir des salaires décents et des programmes d'aide publique aux familles, autant de facteurs qui réduisent la pauvreté et donc la vulnérabilité. D'autre part, les experts ont souligné que le développement économique peut accroître les pressions exercées sur les familles s'il ne s'accompagne pas d'une évolution plus globale de la culture en milieu de travail (par exemple, si les employeurs ne deviennent pas plus sensibles aux obligations familiales) et des attitudes de la société en général (par exemple, si les individus sont encouragés à se concentrer exclusivement sur leur travail aux dépens de leur vie personnelle et familiale).

La participation accrue des femmes au marché du travail a suscité une ambivalence comparable de la part des experts. D'une part, la présence accrue des femmes dans les emplois rémunérés a une incidence positive sur le revenu des familles et améliore la situation des femmes, en ce qui concerne leur indépendance financière immédiate aussi bien que leur situation à la retraite (Un expert a utilisé l'expression « culture du milieu de travail » pour décrire la culture des organisations, ainsi que les valeurs, les attitudes et les pratiques communes à l'ensemble des employés et déterminantes pour l'atmosphère de travail). D'autre part, plusieurs experts ont fait remarquer qu'il ne fallait pas perdre de vue les pressions supplémentaires qu'impose aux femmes leur participation au marché du travail. En l'absence de lieux de travail favorables à la famille et de services adéquats de garde d'enfants et sans une réelle évolution des rôles assumés par les hommes, les femmes risquent d'être gravement surchargées, compte tenu des exigences d'excellence qui leur sont imposées dans leurs rôles maternel et professionnel. Nous pensons que toutes les réactions ambivalentes suscitées par d'éventuels changements économiques et culturels méritent d'être prises en compte, car elles peuvent exiger des mesures de politique générale très différentes. En effet, même les changements les plus positifs peuvent créer de nouveaux défis pour les décideurs.

Enfin, les répondants ont débattu de diverses mesures de politique générale qui, selon eux, étaient essentielles pour améliorer la situation des familles vulnérables, particulièrement pour prévenir la transmission de la vulnérabilité d'une génération à l'autre. La capacité de concilier les responsabilités parentales et le travail rémunéré a été qualifiée de déterminante pour le bien-être familial, les mesures favorables à la conciliation travail-famille étant considérées comme un élément central de toute stratégie politique visant à lutter contre la vulnérabilité. Pour assurer aux enfants un avenir meilleur, il faut que les parents aient une certaine sécurité financière tout en ayant du temps à consacrer à leur famille. Par conséquent, les répondants n'ont pas uniquement parlé des établissements d'accueil pour enfants, mais aussi des options qui permettent aux parents de réorganiser leurs horaires ou de réduire leur charge de travail quand leurs responsabilités parentales l'exigent. Selon les experts, il faut des formules plus souples, adaptées à la réalité des modes de vie actuels (par exemple, pour permettre aux parents divorcés d'avoir une garde partagée de leurs enfants).

L'un des principaux défis pour l'avenir consiste à accorder aux familles vulnérables à la fois une aide ponctuelle (visant à répondre aux besoins les plus urgents) et un soutien destiné à améliorer leur situation de manière durable. Dans les cinq groupes de discussion, les participants ont fortement insisté, à cet égard, sur l'importance de l'éducation. L'éducation préscolaire dispensée dans les établissements de garde d'enfants démarginalise les enfants de familles vulnérables en leur donnant les compétences nécessaires pour échapper au « cycle de reproduction de la vulnérabilité », car elle leur permet d'arriver en meilleure position sur le marché du travail. Il faudrait de plus que les parents soient sensibilisés à l'importance de la scolarisation de leurs enfants et à la meilleure façon d'élever ces derniers. Les employeurs doivent, pour leur part, être sensibilisés à l'importance de créer des conditions de travail favorables aux familles.

Les experts ont également débattu de la situation des enfants des familles les plus défavorisées, dont les besoins sont les plus urgents parce qu'elles font face à la pauvreté, à l'exclusion sociale et à un niveau élevé de conflit (voire à la violence). Outre les mesures concrètes (par exemple une aide quotidienne aux enfants défavorisés), les stratégies publiques de soutien ont également été examinées de manière globale, en particulier la façon dont les services de protection sociale pourraient être améliorés. Parmi les principaux défis à relever pour l'avenir, il a notamment été question de l'élaboration de mesures de prévention et d'intervention rapide (par exemple, la prestation d'un soutien psychologique aux familles aux prises avec des conflits ou sur le point de divorcer). La difficulté, du point de vue des décideurs, consiste à concevoir des mesures qui ne donneront pas aux familles bénéficiaires l'impression d'être punies ou exclues à cause de leurs vulnérabilités. Les services sociaux devraient s'adapter à la situation et aux besoins spécifiques des bénéficiaires et leur offrir un soutien en conséquence, plutôt que de tenter de leur imposer une marche à suivre.

Conclusions

De manière générale, les experts ont reconnu la nécessité d'avoir une stratégie globale et des politiques complémentaires pour aider les familles et leurs enfants vulnérables : les mesures doivent fonctionner de manière coordonnée et non isolée. L'éducation, l'emploi et la création d'une société plus respectueuse de la famille ont été jugés indispensables. Bien qu'il faille des transferts financiers pour répondre aux besoins les plus urgents des familles vulnérables, ces transferts à eux seuls ne suffisent pas à mettre fin au cycle de la vulnérabilité mais pourraient même plutôt créer une dépendance à l'égard de l'aide publique. Pour éviter cette situation, il est essentiel d'aider les familles à subvenir à leurs propres besoins. La croissance économique et l'accès à l'emploi et aux salaires sont nécessaires, mais moins importants que la capacité de concilier les responsabilités parentales et le travail rémunéré. Les avis des répondants nous aident donc à comprendre la problématique de l'emploi du point de vue des familles. À l'heure où les gouvernements cherchent à accroître le taux de participation au marché du travail, l'équilibre entre la vie familiale et le travail rémunéré devrait être le point de départ de toute mesure de politique générale dans ce domaine.

L'étude portait sur l'avenir des familles vulnérables en Europe, en particulier celles qui ont des enfants. Les entretiens avec les décideurs et les autres parties intéressées par les questions relatives à la famille ont permis de dégager de précieuses indications sur les moteurs du bien-être de ces familles et de cerner plusieurs domaines dans lesquels des politiques sont indispensables. L'étude a notamment démontré la nécessité d'un dialogue plus étroit entre les chercheurs et les praticiens. Les praticiens peuvent appeler l'attention des chercheurs sur des aspects importants et faire ressortir la complexité de certaines questions. Les chercheurs, quant à eux,

devraient prendre ces points de vue en compte dans leurs recherches et, partant, fournir aux décideurs et aux parties prenantes des recommandations de politique générale plus pertinentes, étayées par des données factuelles. Ce type de collaboration permettrait de prédire l'avenir des familles avec plus de précision et de concevoir des interventions propres à promouvoir le bien-être des familles.